

BE-A0525_715762_715631_FRE

Inventaire des archives de la Commune de
Courrière. Dépôt 2017



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Documents généraux du Conseil communal.....	21
1 - 6 Registres aux délibérations. 1844-1965.....	21
7 - 9 Délibérations communales approuvées par les autorités supérieures. 1844-1947.....	21
10 - 11 Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1955-1974.....	21
B. Documents généraux du Collège des bourgmestre et échevins.....	22
14 - 17 Registres aux délibérations. 1851-1976.....	22
C. Correspondance générale.....	22
18 - 24 Registres de correspondance ou correspondance générale. 1873-1971.	22
D. Enquêtes.....	23
II. Organisation et personnel.....	24
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	24
1. Fusion.....	24
2. Territoire.....	24
3. Rang dans la classification des communes.....	24
4. Participation à des organismes de coopération intercommunale.....	24
B. Organisation et membres des organes politiques.....	24
1. Conseil communal.....	24
36 - 37 Dossier relatif à l'installation des membres. 1965-1975.....	25
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	25
C. Gestion des archives et modèles d'imprimés.....	25
1. Gestion des archives.....	25
2. Modèles d'imprimés.....	25
D. Personnel des services.....	25
1. Statut du personnel, traitement et autres règlements.....	25
2. Dossiers du personnel administratif.....	26
46 - 49 Dossiers individuels. 1911-1976.....	26

3. Dossiers du personnel enseignant.....	26
50 - 55 Dossiers individuels. 1931-1976.....	26
III. Gestion du patrimoine.....	27
A. Gestion des biens immobiliers.....	27
57 - 58 Dossier relatif à la location des biens communaux. 1844-1970.....	27
B. Gestion des forêts.....	28
78 - 80 Dossiers relatifs à la location de la chasse. 1821-1978.....	28
83 - 87 Dossiers relatifs aux travaux forestiers de boisement et de déboisement. 1954-1961.....	29
IV. Finances et fiscalité.....	30
A. Comptabilité du secrétariat.....	30
1. Budgets et annexes.....	30
89 - 100 Budgets et annexes. 1832-1977.....	30
2. Documents concernant les emprunts.....	31
3. Documents concernant les subventions des autorités supérieures.....	31
103 - 104 Dossier relatif à l'évaluation de la superficie de la voirie communale dans le cadre de la répartition du Fonds des communes. 1949-1977.....	31
B. Comptabilité du receveur.....	31
1. Registres de comptabilité du receveur.....	31
105 - 111 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1948-1976.....	31
2. Comptes et pièces justificatives du receveur.....	32
112 - 120 Comptes. 1835-1976.....	32
121 - 175 Pièces justificatives aux comptes. 1923-1976.....	32
3. Documents concernant l'entrée en fonction du receveur.....	36
C. Documents concernant les impositions et taxes.....	36
185 - 196 Dossiers des taxes. 1946-1976.....	36
V. État civil.....	38
A. Registres de l'état civil et tables.....	38
B. Documents concernant les cimetières et les funérailles.....	38
VI. Population.....	39
A. Registres de la population et autres documents concernant le mouvement de la population.....	39
202 - 210 Registres de population. 1847-1980.....	39
209 - 210 1971-1980.....	39
211 - 212 Registres des entrées. 1921-1960.....	39
213 - 214 Registres des sorties. 1921-1960.....	39
216 - 219 Statistiques des mouvements de la population. 1948-1976.....	40
B. Recensements et autres états de la population.....	40
C. Police des étrangers.....	40
224 - 225 Registres des étrangers. 1944-1967.....	40
VII. Affaires électorales.....	42
A. Listes électorales.....	42
229 - 238 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1946-1974.....	42
B. Documents concernant la révision des listes électorales.....	42
242 - 243 Dossiers de révision des listes électorales. 1957-1969.....	43
C. Dossiers des élections.....	43
244 - 248 Dossiers des élections communales. 1881-1970.....	43
249 - 252 Dossiers des élections législatives et provinciales. 1961-1971.....	43
VIII. Affaires militaires et guerres.....	45
A. Service militaire.....	45
256 - 270 Dossiers de levées de milice. 1956-1970.....	45

B. La guerre et ses conséquences.....	46
IX. Ordre et sécurité publics.....	48
A. Police rurale.....	48
283 - 284 Dossiers relatifs au placement d'aliénés dans des établissements spécialisés ou leur séquestration à domicile. 1953-1969.....	48
B. Service d'incendie.....	48
X. Santé publique.....	50
A. Enlèvement des immondices.....	50
B. Lutte contre les maladies épidémiques.....	50
C. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	50
D. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	50
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	52
A. Travaux aux bâtiments.....	52
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	52
299 - 301 Dossiers relatifs à la construction de bâtiments communaux et scolaires. 1973-1975.....	52
2. Bâtiments affectés aux sports et plaines de jeux.....	52
3. Bâtiments affectés au culte.....	52
a. Église Saint-Quentin de Courrière.....	52
b. Église du Sacré-Cœur à Le Trieu.....	53
c. Presbytère du Trieu.....	54
B. Travaux et inspection de la voirie.....	54
1. Voirie communale et vicinale.....	54
335 - 342 Dossiers annuels des travaux de voirie. 1959-1970.....	55
2. Vicinalité et domanialité de la voirie.....	56
3. Voirie nationale, autoroute des Ardennes (A4) et route nationale 4 (N4).....	57
366 - 368 Dossiers relatifs à la construction de l'autoroute des Ardennes ou A4. 1958-1974.....	57
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	58
D. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	58
1. Distribution d'eau.....	58
2. Distribution d'électricité.....	58
3. Éclairage public.....	59
4. Téléphone.....	59
5. Transports en commun.....	59
6. Services postaux.....	59
E. Aménagement du territoire.....	59
1. Réglementation de la bâtisse et de l'ouverture de chemins.....	59
2. Plans de secteur et communaux.....	59
3. Autorisations diverses.....	60
F. Protection des monuments et sites.....	60
390 - 391 Dossiers relatifs au château-ferme de Courrière. 1950-1959.....	60
XII. Enseignement.....	61
A. Généralités.....	61
B. Bâtiments.....	61
C. Équipement.....	61
D. Finances.....	61
E. Population scolaire.....	62
405 - 406 Dossiers relatifs à l'inspection médicale scolaire. 1947-1973.....	62
F. Activités scolaires.....	62
XIII. Culture, sport et divertissements.....	63

A. Généralités.....	63
B. Bibliothèque communale.....	63
415 - 417 Comptes. 1954-1972.....	63
418 - 419 Budgets. 1958-1973.....	63
XIV. Développement de la vie économique.....	64
A. Généralités.....	64
B. Agriculture et sylviculture.....	64
C. Élevage et recensement ornitologique.....	65
431 - 435 Dossiers relatifs à la lutte contre les maladies du bétail. 1956-1970.	65
.....	65
D. Hôtellerie.....	65
XV. Mesures sociales et réglementation du travail.....	66
A. Mesures sociales.....	66
1. Pensions.....	66
2. Chômeurs.....	66
3. Aide à l'enfance.....	66
B. Réglementation du travail.....	66
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	67
A. Bureau de bienfaisance (1796-1925).....	67
1. Personnel.....	67
2. Finances.....	67
452 - 458 Budgets. 1839-1923.....	67
459 - 463 Comptes. 1821-1925.....	67
464 - 471 Pièces justificatives aux comptes. 1892-1913.....	68
B. Commission d'assistance publique (1925-1976).....	68
1. Généralités.....	68
2. Personnel.....	68
3. Finances.....	69
479 - 482 Budgets. 1940-1977.....	69
483 - 487 Comptes. 1935-1976.....	69
488 - 500 Pièces justificatives aux comptes. 1956-1975.....	69
501 - 506 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1955-1977.....	70
4. Exécution des tâches.....	71
XVII. Tutelle communale sur les Fabriques d'église.....	72
A. Paroisse Saint-Quentin de Courrière.....	72
1. Généralités.....	72
2. Personnel.....	72
3. Patrimoine.....	72
4. Finances.....	72
519 - 528 Comptes. 1811-1974.....	72
B. Paroisse du Sacré-Cœur de Trieu-Courrière.....	73
1. Généralités.....	73
2. Personnel.....	73
531 - 532 Procès-verbaux d'élection du Conseil de Fabrique. 1921 et 1969.	73
.....	73
3. Patrimoine.....	74
4. Finances.....	74
539 - 545 Comptes. 1917-1974.....	74

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune de Courrière

Période:
1819 - 1976

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.696

Etendue:

- Etendue inventoriée: 6.00 m
- Nombre de pièces: 546.00

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Courrière

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, la section cantonale de Courrière dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Wierde, chef-lieu de canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire français et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Courrière devient une commune à part entière.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1796-1814), puis du département de Meuse-et-Moselle et enfin de la province de Namur (à partir de 1815) ; du canton judiciaire de Namur II, et de l'arrondissement tant administratif que judiciaire de Namur. Au niveau de la milice, Courrière relève successivement des cantons de Namur C (1817), Assesse (1870) puis de Jambes à partir de 1913 ¹.

Commune essentiellement agricole et sans la moindre industrie, Courrière s'étend sur 1.130 hectares et se compose de deux parties distinctes séparées par la route Namur-Luxembourg (nationale 4). À savoir, d'une part, Petit-Courrière qui se développe près du château-ferme de Courrière (aujourd'hui centre de formation de l'ASBL Les Scouts) et son église romane Saint-Quentin datant du XIIIe siècle et, d'autre part, Le Trieu-d'Avillon qui rassemble la majorité des habitants de la commune.

La population de la commune n'a fait que croître depuis le Régime français. On dénombre 286 Courriérois en 1801, 340 en 1816, 527 en 1846, 646 ou 684 en 1910, 766 en 1961 et 1091 en 1976 à la veille de la fusion des communes. Cette augmentation constante est sans doute due à la présence de grandes voies de communication sur le territoire communal. Il s'agit non seulement du vicinal puis du chemin de fer du Grand-Luxembourg mais encore de la route Namur-Luxembourg (N4) puis plus récemment de l'autoroute des Ardennes (E411/A4). Pour accueillir cette population, dans les années 1950-1960, un nouveau quartier s'est établi à la rue des Grands Joncs. L'Administration communale de l'époque vante d'ailleurs la qualité de vie des Courriérois sur ses enveloppes : " Faites construire à Courrière, air sain et salubre ".

Au niveau religieux, la paroisse de Courrière, rétablie en 1808, dépend de 1837 à 1888 du doyenné de Wierde puis à partir de cette date du doyenné de

1 Vrielinck S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, p. 443-444, 616 et 1117.

Jambes. L'arrêté royal du 8 mai 1895 érige en succursale l'église du Trieu-d'Avillon-Fays. Cette église a été construite par la baronne de Monin en 1872 sur des plans de l'architecte baron de Béthune. Incendiée en mai 1940, elle a été reconstruite sur des plans de René Alsteen.

Le 1er janvier 1977, la commune de Courrière est fusionnée avec les communes d'Assesse, Crupet, Florée, Maillen, Sart-Bernard et Sorinne-la-Longue pour former l'actuelle commune d'Assesse ².

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 28 décembre 1789 sur la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale ³. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Art. 49. Les Corps Municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au Pouvoir Municipal, les autres propres à l'Administration générale de l'État, & déléguées par elle aux Municipalités.

Art. 50. Les fonctions propres au Pouvoir Municipal, sous la surveillance & l'inspection des Assemblées administratives, sont :

De régir les biens & revenus communs, des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés ;

De régler & d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ;

De diriger & de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la Communauté ;

D'administrer les établissemens qui appartiennent à la Commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des Citoyens dont elle est composée ;

De faire jouir les Habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, & de la tranquillité dans les rues, Lieux & Édifices publics ;

Art. 51. Les fonctions propres à l'Administration générale qui peuvent être déléguées aux Corps Municipaux pour les exercer sous l'autorité des Assemblées administratives, sont :

La répartition des Contributions directes entre les Citoyens dont la Communauté est composée ;

La perception de ces contributions ;

Le versement de ces contributions dans les caisses du District ou du Département ;

La direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la Municipalité ;

La régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ;

La surveillance & l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ;

L'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des Églises, Presbytères, & autres objets relatifs au service du Culte religieux.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831

2 Arrêté royal portant fusion de communes et modification de leurs limites. Rapport au Roi, dans *Moniteur belge*, 145e année, n° 185, 25 septembre 1975.

3 *Pasinomie*, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne blessent l'intérêt général. Elle charge aussi les autorités communales de la rédaction des actes de l'état civil et de la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988-1989 puis, en Wallonie, dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi. À partir de 1836, il s'agit de la loi communale du 30 mars 1836.

Elle prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le collège des bourgmestre et échevins ou collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée à la Députation permanente du Conseil provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose que " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836.

La mise en œuvre de cette disposition et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les dossiers centraux des communes de Courrière et d'Assesse constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds (n° d'inventaire 41).

En 1966, G. Beterams, conservateur au service d'inspection des Archives générales du Royaume, propose à la commune de déposer un ensemble d'archives aux Archives de l'État à Namur. Le Collège n'est pas intéressé par cette opération : " il s'est rendu compte qu'au fond les archives qui sont actuellement déposées à la maison communale sont encore trop récentes que pour être déposées aux Archives de l'État. Elles sont régulièrement consultées par certains étudiants qui s'intéressent à la chose publique et dans ces conditions, le Collège a décidé de veiller lui-même sur les dites archives, mais qu'éventuellement, lorsque ces documents constitueront une réelle valeur historique, il ne manquera pas de vous avertir ".

Par la suite, en 1972, Cécile Douxchamps effectue une inspection à la maison communale de Courrière. Les archives " sont conservées en bon ordre et en bon état dans le local attenant au bureau du secrétaire communal où elles sont rangées dans des étagères et armoires en bois. Elles sont classées par l'Union des Villes et les liasses et dossiers sont placés dans des boîtes La Charte ". Au niveau du contenu, elle ne relève aucune archives anciennes. Quant aux archives modernes, elle relève ce qui suit : " État civil complet depuis 1799 ; registres de population complets depuis 1847, matrices cadastrales du 19e siècle et du 20e siècle ; registres des miliciens de la fin du 19e siècle et du début du 20e siècle ; comptes communaux depuis 1824, budgets communaux depuis 1821 et comptes de la C.A.P. depuis 1819 ; registres aux délibérations du Conseil communal depuis 1844 ; dossiers administratifs contemporains. Les lacunes viendraient du déménagement des services communaux au début du siècle ". Elle n'envisage aucune éventualité de dépôt, " la commune ayant consacré une somme considérable à faire classer ses archives et le bourgmestre s'y intéresse tout particulièrement ".

Après la fusion de 1977, une partie des archives de la commune de Courrière fut transférée dans la maison communale d'Assesse : celles d'utilité courante dans les bureaux, les archives historiques dans la cave voûtée. Ces dernières furent classées peu de temps après par un groupe de stagiaire ONEM (CST) conformément à la classification décimale nationale développée par l'Union des Villes et Communes. Toutefois, des archives communales mêlées à des publications administratives restèrent dans d'anciens locaux communaux jusqu'à une période récente. Celles-ci furent d'ailleurs omises au moment des inspections menées par Françoise Jacquet-Ladrier en 1991 et 1995.

Lors de ces deux visites, l'archiviste de l'État constatait la précarité de la conservation des archives communales historiques dans la cave de la maison communale, mal aérée, poussiéreuse et humide. La situation n'avait pas évolué en 2009, lors de l'inspection suivante menée par Emmanuel Bodart.

En vue de remédier à cette situation, la commune d'Assesse a signé une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet Archives locales de Wallonie de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. Le transfert et le traitement des archives de l'ancienne commune de Courrière entre dans le cadre de cette convention.

ACQUISITION

Les archives de la commune de Courrière ont été déposées aux Archives de l'État dans le cadre de la convention de partenariat mentionnée ci-dessus. Les transferts ont été effectués aux Archives de l'État à Namur entre les mois de juin et de décembre 2016.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de l'Administration communale de Courrière entre 1819 et 1976 (1981).

Procédons par grandes séries d'archives :

Le Conseil communal et le Collège des bourgmestre et échevins

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

Finances, patrimoine et fiscalité

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en

effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

État civil et population

L'état civil moderne a été institué en France en vertu du décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, un officier d'état civil consigne dans des registres distincts les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier d'état civil clôture ses registres en fin d'année et en tient également une copie officielle destinée à être conservée au tribunal de première instance de l'arrondissement, avec la série des registres aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres dont la tenue est obligatoire sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. En outre, il peut être tenu des registres auxiliaires (comme le registre des domestiques). Enfin, les règlements imposent la confection et la tenue d'un index ou répertoire des

noms des habitants.

Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Affaires électorales

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

Affaires militaires

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'Administration provinciale ou nationale.

Travaux publics

L'Administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales.

L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

Enseignement

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

Bienfaisance ou assistance publique

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

Culte

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les 3 tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux ⁴. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives étaient classées selon un système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ⁵. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ⁶.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Gestion du patrimoine

4 Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie : <http://geoportail.wallonie.be>

5 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

6 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sport et divertissements

XIV. Développement de la vie économique

XV. Mesures sociales et réglementation du travail

XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance, puis la Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives, selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. DOCUMENTS GÉNÉRAUX DU CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1844-1965. 1844-1866.	1 volume
2	1899-1923.	1 volume
3	1923-1932.	1 volume
5	1932-1954.	1 volume
6	1955-1965.	1 volume
7	7 - 9 DÉLIBÉRATIONS COMMUNALES APPROUVÉES PAR LES AUTORITÉS SUPÉRIEURES. 1844-1947. 1844-1887.	1 chemise
8	1928-1939.	1 chemise
9	1940-1947.	1 chemise
10	10 - 11 RAPPORTS ANNUELS SUR L'ADMINISTRATION ET LA SITUATION DES AFFAIRES DE LA COMMUNE. 1955-1974. 1955.	1 chemise
11	1964-1966 et 1968-1974.	1 liasse
12	Règlement d'ordre intérieur. 1965.	2 pièces

-
- 13 Lettre du bourgmestre Jean Bodart s'excusant de ne pouvoir assister au dernier conseil communal de la commune. 14 décembre 1976. 2 pièces

B. DOCUMENTS GÉNÉRAUX DU COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 14 14 - 17 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1851-1976. 1851-1908. 1 volume
- 15 1909-1926. 1 volume
- 16 1926-1930. 1 volume
- 17 1957-1976. 1 volume

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 18 18 - 24 REGISTRES DE CORRESPONDANCE OU CORRESPONDANCE GÉNÉRALE. 1873-1971. 1873-1874. 1 chemise
- 19 1873-1889. 1 volume
- 20 1874-1905. 1 chemise
- 21 1942-1960. 1 chemise
- 22 1959-1961. 1 chemise
- 23 1961-1968. 1 chemise
- 24 1962-1971. 1 liasse

-
- 25 Circulaire du gouverneur de la province annonçant la naissance de SAR le Prince Philippe. 15 avril 1960.
1 pièce
- D. ENQUÊTES*
- 26 Formulaire d'enquête en vue de l'établissement du programme de développement et d'aménagement du Sud-Est du pays. 1959.
1 chemise
- 27 Résultats d'une enquête menée par le Service information-environnement du Crédit communal de Belgique sur les problèmes d'altération de l'environnement dans les communes. 1973.
1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

- 28 Dossier relatif au processus de fusion des communes. 1972-1978.
1 liasse

2. TERRITOIRE

- 29 Tableaux figuratifs des limites, des chemins et des lieux-dits de la commune. [XIXe siècle].
4 pièces

- 30 Dossier relatif à la numérotation des maisons. 1970-1976.
1 chemise

3. RANG DANS LA CLASSIFICATION DES COMMUNES

- 31 Questionnaire d'enquête relatif au déclassement des communes. [1955].
1 chemise

4. PARTICIPATION À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 32 Dossier relatif à la participation à l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1955-1965.
1 chemise

- 33 Dossier relatif à la participation de la commune à l'Intercommunale namuroise de télédistribution (INATEL). (1956) 1970-1977.
1 chemise

- 34 Titres de coopérateurs à la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la Région namuroise (SIAEE Namur). 1968.
1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 35 Dossier relatif à la démission d'Aimé Mineur comme conseiller. 1948-1949.
1 chemise

-
- 36 - 37 DOSSIER RELATIF À L'INSTALLATION DES MEMBRES. 1965-1975.
1965. 1 chemise
- 37 1971-1975. 1 chemise
- 38 2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS
Procès-verbal de prestation de serment comme bourgmestre de Charles Delvaux. 1868. 1 pièce
- 39 Dossier relatif à l'octroi d'une distinction honorifique à Charles Laloux, échevin. 1959. 1 chemise
- C. GESTION DES ARCHIVES ET MODÈLES D'IMPRIMÉS*
- 40 1. GESTION DES ARCHIVES
Inventaires des archives dressés par le bourgmestre entrant en fonction. 1820-1868. 1 chemise
- 41 Dossier concernant les relations entretenues avec les Archives de l'État. 1958-1966. 1 chemise
- 42 Dossier relatif au travail de classement des archives réalisé par l'Union des villes et communes belges (UVCB) et inventaire desdites archives. 1970. 1 chemise
- 43 2. MODÈLES D'IMPRIMÉS
Enveloppe utilisée par l'administration communale et portant le slogan " Faites construire à Courrière, air sain et salubre ". [3e quart du XXe siècle]. 1 pièce
- D. PERSONNEL DES SERVICES*
- 44 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS
Dossier concernant l'organisation du nettoyage des locaux

communaux et scolaires. 1954-1976.

1 chemise

45 Statuts pécuniaires des agents communaux. 1969-1970.

1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF

46 - 49 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1911-1976.

46 Warnon Henri, receveur communal. 1911-1948 (1959).

3 pièces

47 Delvaux Henri, secrétaire communal. 1929.

2 pièces

48 Vellande, secrétaire communal. 1929.

1 pièce

49 Pierard Jean, secrétaire communal. 1952-1976.

1 liasse

3. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

50 - 55 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1931-1976.

50 Rulmont Adeline, institutrice primaire. 1931-1965.

1 chemise

51 Lambert-Lenoble Jeanne, institutrice provisoire. 1951-1958.

1 chemise

52 Hébette Franz, instituteur et bibliothécaire. 1952-1972.

1 chemise

53 Lissoir Alfred, instituteur. 1959-1968.

1 chemise

54 Charlot Léon. 1968-1976.

1 chemise

55 Gernay-Putzeys Auguste, maîtresse de couture. 1973.

1 chemise

III. GESTION DU PATRIMOINE

A. GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

- 56 Actes de vente et d'acquisition de biens communaux. 1840-1895.
1 chemise
- 57 57 - 58 DOSSIER RELATIF À LA LOCATION DES BIENS COMMUNAUX.
1844-1970.
1844-1958.
1 chemise
- 58 1958-1970.
1 chemise
- 59 Demandes de renseignement et pièces relatives à la vente de
terrains à bâtir par la commune. 1856-1966.
1 chemise
- 60 Polices d'assurance des biens immobiliers et mobiliers de la
Fabrique d'église et des écoles. 1858 et 1891.
2 pièces
- 62 Dossier relatif à la vente d'une aïe communale et à un litige
consécutif à cette vente. 1883 et 1967.
1 chemise
- 63 Acte de vente d'un excédent du chemin n° 20. 6 septembre 1901.
1 pièce
- 64 Dossier concernant la suppression et l'aliénation des chemins n° 26
et 26bis. 1952-1954.
1 chemise
- 65 Dossier concernant la suppression et l'aliénation d'une partie des
chemins n° 35 et 10. 1955-1967.
1 chemise
- 66 Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain en vue de l'aménagement
d'une plaine de jeux. (1957) 1966.
1 chemise
- 67 Dossier relatif à la suppression et l'aliénation d'une partie du
chemin n° 34. 1958-1960.
1 chemise
- 68 Dossier relatif à la rétrocession d'un terrain sis à la rue des Ruelles

-
- à Trieu-Courrière. 1959-1961. 1 chemise
- 69 Dossier relatif à l'acquisition d'une emprise à André Warnon en vue de l'élargissement du chemin de grande communication n° 26. 1959-1965. 1 chemise
- 70 Dossier relatif à la vente de parcelles de terrain à l'État belge en vue de l'élargissement de la route Bruxelles-Trèves (N4). 1962-1963. 1 chemise
- 71 Dossier relatif à la vente du chemin n° 23. 1962-1968. 1 chemise
- 72 Dossier relatif à la vente de la maison d'école de Courrière. 1963-1964. 1 chemise
- 73 Dossier relatif à l'échange de parcelles en vue de l'élargissement de la rue des Héritages. 1964. 1 chemise
- 74 Dossier relatif à un projet de convention entre la commune et la Société nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT) à propos de la construction de petites propriétés terriennes par ladite société. 1966. 1 chemise
- 75 Dossier relatif à l'acquisition d'emprises pour l'amélioration des chemins n° 19 et 20. 1971-1974. 1 chemise
- 76 Dossier relatif à la vente du presbytère de Courrière-Centre. 1973. 1 chemise
- 77 Formule d'enquête relative à l'existence de biens communaux, de droits d'usage et du droit de pâturage. 1976. 2 pièces

B. GESTION DES FORÊTS

- 78 - 80 DOSSIERS RELATIFS À LA LOCATION DE LA CHASSE. 1821-1978.
- 78 1821-1866. 1 chemise

79	1966-1967.	1 chemise
80	1967-1978.	1 chemise
81	Demande relative à la coupe en affouage pour 1824. 1823.	1 pièce
83	83 - 87 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX FORESTIERS DE BOISEMENT ET DE DÉBOISEMENT. 1954-1961. 1954-1956.	1 chemise
84	1954-1965.	1 chemise
85	1967-1972.	1 chemise
86	1975-1977.	1 chemise
87	1960-1961.	1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

89 - 100 BUDGETS ET ANNEXES. 1832-1977.
1832-1839.

89		1 chemise
90	1840-1849.	1 chemise
91	1886-1887.	2 cahiers
92	1899.	1 cahier
93	1904.	1 cahier
94	1913-1919.	2 cahiers
95	1926-1929.	1 chemise
96	1931.	1 cahier
97	1942-1949.	1 liasse
98	1950-1959.	1 liasse
99	1960-1969.	1 liasse
100	1970-1977.	1 liasse
101	Modifications budgétaires. 1942-1952.	1 chemise

102	2. DOCUMENTS CONCERNANT LES EMPRUNTS Dossiers des emprunts n° 14, 19-25, 27-28, 30-31 et 38. 1960-1976.	1 liasse
	3. DOCUMENTS CONCERNANT LES SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES	
103	<i>103 - 104 DOSSIER RELATIF À L'ÉVALUATION DE LA SUPERFICIE DE LA VOIRIE COMMUNALE DANS LE CADRE DE LA RÉPARTITION DU FONDS DES COMMUNES. 1949-1977.</i> 1949-1968.	1 chemise
104	1969-1977.	1 chemise
	<i>B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>	
	1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ DU RECEVEUR	
105	<i>105 - 111 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES.</i> 1948-1976. 1948.	1 chemise
106	1949.	1 chemise
107	1972.	1 cahier
108	1973.	1 cahier
109	1974.	1 chemise
110	1975.	1 chemise
111	1976.	1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR

112	<i>112 - 120 COMPTES. 1835-1976.</i> 1835-1839.	1 chemise
113	1840-1847.	1 chemise
114	1850-1851.	2 cahiers
115	1919.	1 cahier
116	1920.	1 cahier
117	1942-1945.	1 chemise
118	1950-1959.	1 liasse
119	1960-1969.	1 liasse
120	1970-1976.	1 liasse
121	<i>121 - 175 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1923-1976.</i> 1923.	1 chemise
122	1924.	1 chemise
123	1925.	1 chemise
124	1926.	1 chemise
125	1927.	1 chemise

126	1929.	1 chemise
127	1930.	1 chemise
128	1931.	1 chemise
129	1932.	1 chemise
130	1933.	1 chemise
131	1934.	1 liasse
132	1935.	1 liasse
133	1936.	1 liasse
134	1937.	1 liasse
135	1938.	1 liasse
136	1939.	1 liasse
137	1940.	1 liasse
138	1941.	1 liasse
139	1942.	1 liasse
140	1943.	1 liasse
141	1944.	1 liasse
142	1945.	

		1 liasse
143	1946.	1 liasse
144	1947.	1 liasse
145	1948.	1 liasse
146	1949.	1 liasse
147	1950.	1 liasse
148	1950.	1 liasse
149	1951.	1 chemise
150	1952.	1 chemise
151	1953.	1 chemise
152	1954.	1 liasse
153	1955.	1 chemise
154	1956.	1 liasse
155	1957.	1 chemise
156	1958.	1 chemise
157	1959.	1 chemise
158	1960.	1 chemise

159	1961.	1 chemise
160	1962.	1 liasse
161	1963.	1 chemise
162	1964.	1 chemise
163	1965.	1 chemise
164	1966.	1 chemise
165	1967.	1 chemise
166	1968.	1 liasse
167	1969.	1 chemise
168	1970.	1 chemise
169	1971.	1 liasse
170	1973.	1 chemise
171	1974.	1 liasse
172	1974.	1 liasse
173	1975.	1 chemise
174	1976.	1 liasse

-
- 175 1976. 1 liasse
- 176 Situation de caisse. 5 janvier 1977. 1 pièce
3. DOCUMENTS CONCERNANT L'ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR
- 177 Dossier relatif à la répartition et à la fixation du traitement du receveur régional. 1951-1967. 1 chemise
- C. DOCUMENTS CONCERNANT LES IMPOSITIONS ET TAXES*
- 178 Rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle et mobilière et de la contribution sur les portes et fenêtres. 1819. 1 cahier
- 179 Registre des patentables. 1821. 1 cahier
- 180 " État des journées nécessaires à la réparation des chemins de la commune de Courrière réparties d'après le nouveau règlement sur les chemins communaux ". 1821. 1 cahier
- 181 " État des montants des contributions réunies des habitants et forains de la commune de Courrière, pour former l'état de répartition des chemins de la commune ". 1822. 1 cahier
- 182 Liste nominative de tous les habitants de la commune de Courrière repris aux rôles des contributions directes de 1827. 1827. 1 pièce
- 183 Dossier relatif à la perception du droit de péage établi sur le chemin du Vivier-l'Agneau à Maillen 1856-1889. 1 chemise
- 184 Dossier relatif à la fixation des contributions pour subvenir en partie aux dépenses des chemins vicinaux. 1874-1882. 1 chemise
- 185 185 - 196 DOSSIERS DES TAXES. 1946-1976. Contribution foncière ou précompte immobilier. 1946-1970. 1 chemise

186	Taxe sur les véhicules ordinaires. 1954-1959.	1 chemise
187	Centimes additionnels à la taxe provinciale sur les vélocipèdes. 1954-1961.	1 chemise
188	Centimes additionnels à la taxe provinciale sur les chiens. 1954-1964.	1 chemise
189	Taxe sur l'enlèvement des immondices ou des résidus ménagers. 1959-1971.	1 chemise
190	Taxe provinciale sur la vente de coupes de bois. 1962.	2 pièces
191	Impôt des personnes physiques. 1962-1970.	1 chemise
192	Véhicules automobiles. 1964-1966.	1 chemise
193	Véhicules automobiles. 1967 et 1971.	1 chemise
194	Taxe additionnelle directe à l'impôt des personnes physiques. 1970-1971 et 1976.	1 chemise
195	Taxe sur l'enlèvement des résidus ménagers. 1970-1976.	1 chemise
196	Taxe sur les vélocipèdes et sur les cyclomoteurs. 1976.	1 chemise
197	Liste des propriétaires de bois se trouvant sur le territoire de la commune dressée en vue de la perception de la taxe provinciale sur les bois. 1961-1962.	1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 198** Pièces relatives à la rectification d'actes sur lesquels la signature de l'officier de l'état civil manque et rapports de vérification des registres de l'état civil par le procureur du Roi de Namur. 1941-1974.
1 chemise
- 199** Registre des naissances et décès survenus dans une autre commune. 1955-1959.
1 cahier
- B. DOCUMENTS CONCERNANT LES CIMETIÈRES ET LES FUNÉRAILLES*
- 200** Actes de cession de terrain pour des concessions de sépulture dans le cimetière du Trieu. 1900-1907.
1 chemise
- 201** Dossier relatif à l'établissement d'un règlement sur le cimetière. 1966.
1 chemise

VI. POPULATION

*A. REGISTRES DE LA POPULATION ET AUTRES DOCUMENTS
CONCERNANT LE MOUVEMENT DE LA POPULATION*

202	202 - 210 REGISTRES DE POPULATION. 1847-1980. 1847-1867.	1 volume
203	1891-1900.	1 volume
204	1901-1920.	1 volume
205	1921-1930.	1 volume
206	1931-1947.	1 volume
207	1948-1960.	1 volume
208	1961-1970.	1 volume
209	209 - 210 1971-1980. Volume 1.	1 volume
210	Volume 2.	1 volume
211	211 - 212 REGISTRES DES ENTRÉES. 1921-1960. 1921-1952.	1 volume
212	1952-1960.	1 volume
213	213 - 214 REGISTRES DES SORTIES. 1921-1960. 1921-1952.	1 volume

-
- 214 1948-1960. 1 volume
- 215 Registre des entrées et des sorties. 1961-1971. 1 volume
- 216 - 219 STATISTIQUES DES MOUVEMENTS DE LA POPULATION.
1948-1976.
1948-1950. 1 chemise
- 217 1951-1960. 1 chemise
- 218 1961-1969. 1 liasse
- 219 1971-1976. 1 chemise
- 220 Relevé officiel du chiffre de la population par sexe de 1930 à 1976.
1953-1976. 2 pièces
- 221 Dossier relatif à la radiation d'office d'une famille. 1955. 1 chemise
- 222 *B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*
Relevé des professions, fonctions et situations des habitants ayant
leur résidence habituelle dans la circonscription de l'agent
recenseur. 1910. 1 cahier
- 223 Résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970.
1970-1974. 1 liasse
- C. POLICE DES ÉTRANGERS*
- 224 - 225 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1944-1967.
1944-1957. 1 chemise
- 225 1966-1967.

		1 chemise
226	Dossier relatif aux demandes d'occuper un travailleur étranger. 1965-1972.	1 chemise
227	Cartes d'identité d'étrangers. 1966-1976.	1 chemise

VII. AFFAIRES ÉLECTORALES

A. LISTES ÉLECTORALES

228	Listes des électeurs censitaires et capacitaires. 1883-1888.	1 chemise
229	229 - 238 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1946-1974. 1946.	1 cahier
230	1952-1954.	1 cahier
231	1964-1966.	1 cahier
232	1969-1971.	1 cahier
233	1956-1958.	1 cahier
234	1960-1962.	1 cahier
235	1964-1966.	1 cahier
236	1966-1968.	1 cahier
237	1969-1971.	1 cahier
238	1970-1972.	1 cahier
4	1972-1974.	1 cahier

B. DOCUMENTS CONCERNANT LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

239	Dossier relatif à la confection des listes des électeurs. 1883-1887.	
-----	--	--

		1 chemise
240	Registre aux délibérations du Collège échevinal en matière de réclamations électorales. 1945.	1 cahier
241	Registre d'inscriptions des réclamations tendant à l'inscription d'électeurs sur les listes définitivement arrêtées des Chambres législatives, du Conseil provincial ou du Conseil communal. 1945.	1 cahier
242	242 - 243 DOSSIERS DE RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES. 1957-1969. 1957-1968.	1 liasse
243	1969.	1 chemise
<i>C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS</i>		
244	244 - 248 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1881-1970. 1881-1887.	1 chemise
245	12 octobre 1952.	1 chemise
246	12 octobre 1958.	1 chemise
247	11 octobre 1964.	1 chemise
248	11 octobre 1970.	1 chemise
249	249 - 252 DOSSIERS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1961-1971. 26 mars 1961.	1 chemise
250	23 mai 1965.	1 chemise

-
- | | | |
|-----|---|-----------|
| 251 | 31 mars 1968. | 1 chemise |
| 252 | 7 novembre 1971. | 1 chemise |
| 253 | Liste des 20 électeurs les moins âgés de la section électorale de Courrière sachant lire et écrire et qui auront l'âge de 30 ans au moins le jour de la consultation populaire du 12 mars 1950. 1950. | 1 pièce |

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

254	Liste des demandes d'indemnité de milice. 1954-1975.	1 pièce
255	Dossier concernant les miliciens engagés volontaires. 1952-1957.	1 chemise
256	256 - 270 DOSSIERS DE LEVÉES DE MILICE. 1956-1970. 1956.	1 chemise
257	1957.	1 chemise
258	1958.	1 chemise
259	1959.	1 chemise
260	1960.	1 chemise
261	1961.	1 chemise
262	1962.	1 chemise
263	1963.	1 chemise
264	1964.	1 chemise
265	1965.	1 chemise
266	1966.	1 chemise
267	1967.	1 chemise

-
- | | | |
|-----|--|-----------|
| 268 | 1968. | 1 chemise |
| 269 | 1969. | 1 chemise |
| 270 | 1970. | 1 chemise |
| 271 | Extraits de la matricule de Paul et Jacques Bodart. 1956. | 1 chemise |
| 272 | Fiches modèle A des militaires en congé illimité. 1961-1974. | 1 chemise |
| 273 | Liste des militaires dispensés du service actif en temps de paix. 1962. | 2 pièces |
| 274 | Registre servant à l'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire en exécution de la loi du 12 mai 1927. 1964-1970. | 1 cahier |
| 275 | Dossier relatif à l'indemnisation de fournitures de prestations requises par l'autorité militaire. 1965. | 1 chemise |
| 276 | Registre des futurs miliciens résidant à l'étranger. 1965-1978. | 1 volume |
| | <i>B. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES</i> | |
| 277 | Notifications des décisions prises par la Commission de contrôle de l'Office de la Résistance siégeant à Namur. 1947-1948. | 1 chemise |
| 278 | Dossier concernant les œuvres nationales d'aide aux victimes de la guerre. 1947-1964. | 1 liasse |
| 279 | Listes des combattants et déportés de la guerre 1914-1918, des combattants, prisonniers, résistants, prisonniers politiques, volontaires de guerre, réfractaires au travail de la guerre 1940-1945 et des mères et veuves de guerre. [3e quart du XXe siècle]. | 3 pièces |
| 280 | Formulaires d'une enquête tenue en vue d'élaborer un fichier | |

reprenant tous les renseignements au sujet des Anciens des guerres de 1914-1918 et 1940-1945. 1968.

1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE RURALE

- 281 Dossier relatif au contrôle des pigeons voyageurs. 1923-1971.
1 chemise
- 282 Dossier relatif à des arrêtés de police pris par le bourgmestre et au tapage nocturne causé par un dancing. 1947-1976.
1 chemise
- 439 Pièces relatives aux permis de port d'armes de chasse et aux permis de tenderie aux oiseaux. 1951-1955.
1 chemise
- 82 Dossier concernant la présentation d'un candidat garde forestier. 1953-1957.
1 chemise
- 283 - 284 DOSSIERS RELATIFS AU PLACEMENT D'ALIÉNÉS DANS DES ÉTABLISSEMENTS SPÉCIALISÉS OU LEUR SÉQUESTRATION À DOMICILE. 1953-1969.
- 283 1953-1969.
1 chemise
- 284 1956-1964.
1 chemise
- 420 Dossier relatif à la vérification périodique des poids et mesures. 1962-1968.
1 chemise
- 285 Dossier relatif à la sécurisation de la circulation automobile. 1969-1976.
1 chemise
- 286 Dossier relatif aux demandes d'autorisation d'organiser des tombolas. 1973-1975.
1 chemise
- 287 Dossier relatif à la délivrance de cartes de commerçant ambulant. 1973-1976.
1 chemise
- B. SERVICE D'INCENDIE*
- 288 Dossier relatif au corps communal d'incendie puis à l'intégration

des services d'incendie dans le groupe régional d'incendie de
Namur puis de Jambes. 1943-1976.

1 chemise

289 Rapports du corps des sapeurs-pompiers de Jambes sur des
interventions réalisées sur le territoire communal. 1968-1976.

1 chemise

290 Dossier relatif au contrôle du dancing Europa. 1970-1975.

1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. ENLÈVEMENT DES IMMONDICES

291 Dossier relatif à l'élimination des immondices. 1957-1967.
1 chemise

292 Dossier relatif au service d'enlèvement des immondices. 1959-1974.
1 chemise

B. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

440 États nominatifs des personnes vaccinées. 1865-1896.
1 chemise

441 Registre matricule des vaccinations. 1923-1937.
1 volume

442 Dossier relatif aux fonctions de médecin vaccinateur exercées par Mme G. Salpéteur-André. 1952-1968.
1 chemise

443 Extrait du registre aux délibérations du conseil communal désignant Léon Hubert comme médecin vaccinateur, en remplacement de Mme G. Salpéteur-André, démissionnaire. 1968.
2 pièces

C. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

293 Dossier relatif à la lutte contre les logements insalubres. 1953-1970.
1 chemise

D. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

61 Dossier relatif à l'autorisation d'extraire de la terre plastique accordée à Joseph Blondet. 1877.
1 chemise

294 Dossiers des demandes d'autorisation d'ouvrir ou de maintenir des établissements dangereux, insalubres et incommodes de classe 1 ou de classe 2. 1935-1976.
1 liasse

295 Registre des autorisations accordées en matière d'ouverture d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes rangés

dans la classe 1 et la classe 2. 1947-1976.

1 cahier

296

Liste des établissements dangereux, insalubres et incommodes de 1re classe. [1957-1962].

1 pièce

297

Dossier relatif à une demande d'établissement d'une friture à la chaussée de Marche. 1964.

1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 298 Dossier concernant le renouvellement des toitures de la maison communale. 1966-1968. 1 chemise
- 299 - 301 DOSSIERS RELATIFS À LA CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS COMMUNAUX ET SCOLAIRES. 1973-1975.
- 299 Dossier général et adjudication. 1973-1975. 1 liasse
- 300 Électricité. 1974-1975. 1 chemise
- 301 Chauffage. 1974-1975. 1 liasse
2. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS ET PLAINES DE JEUX
- 302 Dossier relatif à l'aménagement d'un bâtiment existant en salle de sport et d'une plaine de jeux. 1965-1970. 1 liasse
- 303 Dossier relatif à l'aménagement d'une plaine de jeux. 1967-1975. 1 chemise
3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE
- A. ÉGLISE SAINT-QUENTIN DE COURRIÈRE
- 304 Dossier relatif à des travaux de modification et d'amélioration de l'église de Courrière. 1848-1874. 1 chemise
- 305 Dossier relatif aux travaux d'agrandissement de l'église, à la restauration de la toiture de l'église et du presbytère, au renouvellement des châssis du presbytère et à divers travaux de restauration. 1848-1914. 1 chemise
- 306 Devis estimatif de travaux d'aménagement du presbytère. 1873.

-
- 1 chemise
- 307 Plans d'un projet de restauration des toitures de l'église de Courrière et du presbytère soumis à la Commission royale des monuments et sites. 1913.
2 pièces
- 308 Dossier relatif à des travaux d'entretien et de réparation de l'église. 1972-1975.
1 chemise
- B. ÉGLISE DU SACRÉ-CŒUR À LE TRIEU*
- 309 Dossier relatif à la restauration de la vitrerie. 1940-1943.
1 chemise
- 310 Plans de l'église par René Alsteen. [1940-1944].
1 chemise
- 311 Dossier relatif aux travaux de restauration. 1940-1972.
1 liasse
- 312 Cahier des charges et métré des travaux de reconstruction. 1941.
1 chemise
- 313 Dossier relatif à la restauration de l'installation électrique. 1941-1944.
1 chemise
- 314 Dossier relatif au remplacement du mobilier. 1941-1945.
1 chemise
- 315 Dossier relatif au placement d'orgues. 1941-1966.
1 chemise
- 316 Plan de renforcement des piliers et fondations de la croisée du transept. 1942.
1 chemise
- 317 Dossier relatif au vernissage et à la décoration des voûtes. 1942-1943.
1 chemise
- 318 Dossier relatif au remplacement des vitraux. 1942-1972.
1 chemise
- 319 Procès-verbal de constat de dommages de guerre et cahier des charges pour la fourniture des cloches. 1948.

-
- 1 chemise
- 320 Procès-verbal de constat de dommages de guerre relatif aux vitraux et correspondance afférente. 1950, 1955 et 1957.
1 chemise
- 321 Dossier relatif aux travaux de réfection de la toiture. 1963-1965.
1 chemise
- 322 Dossier relatif à l'installation du chauffage. 1980-1981.
1 chemise
- C. PRESBYTÈRE DU TRIEU*
- 323 Pièces relatives à des travaux de restauration. 1946-1948.
1 chemise
- 324 Dossier relatif aux travaux de renouvellement de la couverture de la toiture. 1968-1971.
1 chemise
- 325 Pièces relatives aux travaux de renouvellement de l'installation électrique. 1976.
1 chemise
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE*
1. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE
- 326 État des chemins et sentiers de la commune. 1821.
1 cahier
- 327 Dossier concernant divers travaux de voirie. 1850-1914.
1 liasse
- 328 Dossier relatif à l'amélioration du chemin n° 19. 1894-1895.
1 chemise
- 329 Dossier relatif à des travaux d'amélioration des chemins n° 6, 11, 19 et 26. 1936-1939.
1 chemise
- 330 Dossier relatif à la réfection du chemin de grande communication n° 26. 1946-1948.
1 chemise
- 331 Dossier relatif à des travaux d'amélioration du chemin de grande communication n° 26 et de divers autres chemins intérieurs. 1946-

	1960.	1 chemise
332	Dossier relatif au curage des fossés. 1952-1970.	1 chemise
333	Dossier général relatif à l'entretien et l'inspection de la grande voirie. 1954-1967.	1 chemise
334	Dossier relatif au transport de terres provenant de la voirie communale. 1955-1957.	1 chemise
335	<i>335 - 342 DOSSIERS ANNUELS DES TRAVAUX DE VOIRIE. 1959-1970.</i> 1959-1966.	1 chemise
336	1963.	1 chemise
337	1963-1968.	1 chemise
338	1965-1967.	1 chemise
339	1965-1968.	1 chemise
340	1967-1968.	1 chemise
341	1968-1970.	1 chemise
342	1969-1970.	1 chemise
343	Dossier relatif à un projet d'aménagement des chemins intérieurs n° 6 et 11 et de la place communale. 1960.	1 chemise
344	Dossier relatif à l'égouttage et l'épuration des eaux usées. 1966-1975.	1 chemise

-
- 345 Dossier relatif au service d'hiver et à l'adjudication de celui-ci. 1967-1971. 1 chemise
- 346 Dossier relatif à la signalisation routière. 1969-1970. 1 chemise
- 347 Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin n° 19. 1970-1972. 1 chemise
- 348 Dossier relatif à des travaux de réfection du chemin n° 20. 1971-1974. 1 chemise
- 349 Dossier relatif au placement d'une canalisation au chemin de grande communication n° 26. 1972-1974. 1 chemise
- 350 Dossier relatif à des travaux d'entretien et de réfection au chemin n° 1 et divers. 1972-1974. 1 chemise
- 351 Dossier relatif à des travaux de réfection de la voirie et de pose de canalisations. 1973. 1 chemise
- 352 Dossier relatif aux travaux d'aménagement du chemin de grande communication n° 26. 1973-1975. 1 liasse
- 353 Dossier relatif aux travaux de réfection des chemins n° 6, 9, 11, 12 et 20 et du chemin de grande communication n° 26. 1974-1977. 1 liasse
- 354 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du revêtement de sentiers et de pose de canalisations au Sart Matelet et de réfection du chemin n° 13. 1976-1979. 1 liasse
- 355 2. VICINALITÉ ET DOMANIALITÉ DE LA VOIRIE
Plans relatifs à la suppression, la création et la modification de différents sentiers traversant la propriété d'Espandel. 1849-1850. 1 chemise
- 356 Plans de redressement ou de suppression de sentiers. 1875-1883.

-
- 1 chemise
- 357 Dossier relatif à la reprise par la commune du chemin dit du Bois Huglin. 1882 et 1895.
1 chemise
- 358 Plan dressé en vue de la création d'un chemin (n° 7) et la suppression d'un autre ainsi que pour la vente des diverses portions de ce dernier chemin devenues disponibles. 1887.
1 chemise
- 359 Plan, extrait de l'atlas des chemins vicinaux, dressé pour l'acquisition des emprises nécessaires à l'amélioration des chemins n° 6 et 11. 1902.
1 pièce
- 360 Dossier relatif à la suppression du chemin vicinal n° 25. 1922-1933.
1 chemise
- 361 Dossier relatif à la suppression du sentier n° 53 et sa vente aux riverains. 1922 et 1959.
1 chemise
- 362 Plan relatif à la suppression du sentier n° 51. 1929.
1 pièce
- 363 Dossier relatif au déplacement du sentier n° 45. 1933-1947.
1 chemise
- 364 Circulaires émanant du Gouvernement provincial relatives à la préservation des chemins et sentiers vicinaux. 1955-1973.
1 chemise
- 365 Dossier relatif à un projet de suppression du sentier n° 41. 1956.
1 chemise

3. VOIRIE NATIONALE, AUTOROUTE DES ARDENNES (A4) ET ROUTE NATIONALE 4 (N4)

- 366 - 368 DOSSIERS RELATIFS À LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DES ARDENNES OU A4. 1958-1974.
Généralités. 1958-1974.
1 liasse
- 367 Acquisition d'immeubles par l'Intercommunale pour les autoroutes des Ardennes. 1971-1973.
1 liasse

-
- 368 Dégradations apportées à un chemin communal et des modifications au ruisseau le Tailfer. 1972. 1 chemise
- 369 Dossier relatif à la réalisation de travaux d'aménagement de la nationale 4. 1973-1976. 1 chemise
- 370 Dossier relatif à l'expropriation d'immeubles à Gesves et Courrière en vue de la construction d'un pont sur le Samson. 1974. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 371 Dossier relatif aux cours d'eau non navigables. 1954-1973. 1 chemise
- D. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 372 Dossier relatif au forage de puits pour garantir l'approvisionnement en eau. 1869-1874. 1 chemise
- 373 Dossier relatif à la gestion et à la modification du réseau de distribution d'eau par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1960-1969. 1 chemise
- 374 Dossier relatif à l'approvisionnement en eau et en électricité par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE) et l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1960-1971. 1 liasse
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 375 Dossier relatif à la création d'un réseau de distribution d'électricité puis à l'adhésion à l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1927-1965. 1 liasse
- 376 Dossier relatif à l'extension partielle du réseau d'électricité à la route de Lustin. 1958-1959. 1 chemise

-
- 377 Correspondance échangée avec la Société d'électricité de Sambre et Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX). 1972-1973.
1 chemise
- 378 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif à l'extension de l'éclairage public. 1953-1972.
1 chemise
- 379 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif à la pose de câbles et de poteaux et à l'extension ou la gestion du réseau téléphonique par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1951-1976.
1 chemise
- 380 5. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier concernant le domaine des chemins de fer et notamment les travaux réalisés sur les ponts et passerelles. 1881-1976.
1 liasse
- 381 Plans relatifs à la suppression de deux passages à niveau. 1887.
2 pièces
- 382 6. SERVICES POSTAUX
Dossier concernant la localisation du bureau des postes et des boîtes aux lettres postales. 1965-1971.
1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 383 1. RÉGLEMENTATION DE LA BÂTISSE ET DE L'OUVERTURE DE CHEMINS
Règlement communal sur les bâtisses. 1950.
1 pièce
- 384 Règlement concernant la construction de chemins à ouvrir par des particuliers. 1962.
1 pièce
- 385 2. PLANS DE SECTEUR ET COMMUNAUX
Dossier relatif à la dispense accordée par arrêté royal à la commune d'établir un plan général et des plans particuliers d'aménagement. 1963.

-
- 1 chemise
- 386** Dossier relatif à l'établissement du plan de secteur de Namur.
1968-1976. 1 chemise
- 387** Plan d'aménagement du territoire de la commune. 1973. 1 pièce
- 388** 3. AUTORISATIONS DIVERSES
Dossier relatif à une demande de placement d'une enseigne
lumineuse Stella Artois pour compte de W. Pierson. 1963. 1 chemise
- 389** Dossier relatif à des demandes de placement d'enseignes
lumineuses. 1969-1974. 1 chemise
- F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES*
- 390** 390 - 391 DOSSIERS RELATIFS AU CHÂTEAU-FERME DE COURRIÈRE.
1950-1959.
Classement comme monument par arrêté du Régent du 25 février
1950. 1950. 1 chemise
- 391** Octroi de subsides pour la restauration. 1957-1959. 1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 392 Dossier relatif à l'adoption des écoles libres. 1952-1959. 1 chemise
- 393 Règlement des écoles primaires communales de Trieu-Courrière et pièces afférentes. 1958-1965. 1 chemise
- 394 Dossier concernant les relations entretenues avec les inspecteurs de l'enseignement. 1964-1976. 1 chemise
- 395 Dossier relatif au comité des parents de l'école communale. 1964-1976. 1 chemise
- 396 Dossier relatif au comité interscolaire de Courrière. 1965-1973. 1 liasse

B. BÂTIMENTS

- 397 Dossier concernant la location d'une classe de l'école communale pour les besoins de l'école libre. 1965-1976. 1 chemise

C. ÉQUIPEMENT

- 398 Dossier relatif aux fournitures classiques. 1953-1969. 1 chemise
- 399 Dossier relatif à l'acquisition de mobilier scolaire. 1954-1960. 1 liasse
- 400 Dossier relatif à l'acquisition d'engins de gymnastique. 1965-1967. 1 chemise

D. FINANCES

- 401 Dossier relatif aux subventions de traitements et aux subventions de fonctionnement. 1953-1975. 1 liasse
- 402 Dossier relatif à l'octroi d'un complément de pension à un ancien instituteur. 1957. 1 chemise

-
- 403 Pièces relatives à la récupération des sommes versées à l'enseignement libre subventionné entre le 1er septembre 1958 et le 19 juin 1959. 1959-1960. 3 pièces
- E. POPULATION SCOLAIRE*
- 404 Listes d'enfants soumis à l'obligation scolaire. 1951-1966. 1 chemise
- 405 - 406 DOSSIERS RELATIFS À L'INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE. 1947-1973. 1947-1964. 1 chemise
- 406 1956-1973. 1 chemise
- F. ACTIVITÉS SCOLAIRES*
- 407 Dossier relatif aux cours de religion ou de morale. 1960-1970. 1 chemise
- 408 Dossier relatif à l'organisation de la fancy-fair. 1970. 1 chemise
- 409 Résultats financiers de la fancy-fair. 1970. 1 pièce
- 410 Correspondance échangée avec le comité des parents et avec la commune de Sorinne-la-Longue à propos des cours de natation et des cours télévisés. 1971-1973. 1 chemise
- 411 Lettre-circulaire adressée par les écoles primaires aux parents d'élèves les informant de l'organisation d'activités socio-culturelles. 1973. 2 pièces

XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

A. GÉNÉRALITÉS

- 412 Pièces relatives à l'octroi de subsides à des groupements locaux.
1951. 3 pièces
- 413 Lettre du Cercle sportif de la Jeunesse rurale de Trieu-Courrière par laquelle il remercie la commune pour le subside octroyé et sollicite une augmentation dudit subside. 1955. 1 pièce
- B. BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE
- 414 Dossier relatif à la création, au règlement et aux membres de la bibliothèque publique communale. 1953-1965. 1 chemise
- 415 415 - 417 COMPTES. 1954-1972.
1954-1959. 1 liasse
- 416 1960-1969. 1 liasse
- 417 1970-1972. 1 chemise
- 418 418 - 419 BUDGETS. 1958-1973.
1958-1970. 1 chemise
- 419 1972-1973. 1 chemise

XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

- 421 Extrait de " Vers l'Avenir " relatant la tenue d'une manifestation provinciale initiée par le Bureau économique de la Province de Namur et les intercommunales d'expansion économique intitulée " Demain, pour 400.000 Namurois ". 1967. 1 pièce
- 422 Dossier relatif à la réglementation de l'accès aux professions. 3e quart du XXe siècle. 1 liasse
-
- B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE*
- 427 Demande d'indemnité sur le fonds d'agriculture, formée par Henri Lignier, pour une vache abattue pour cause de maladie contagieuse. 1872. 1 pièce
- 428 Pièces relatives à un projet d'aménagement par plusieurs habitants de fosses à fumier et de citernes à purin. 1898-1901. 1 chemise
- 423 Dossier général relatif à l'agriculture. 1949-1957. 1 chemise
- 429 Dossier relatif aux dégâts agricoles. 1957-1966. 1 chemise
- 426 Dossier relatif à l'octroi de primes pour la culture du lin et pour la culture des céréales fourragères. 1957-1967. 1 chemise
- 425 Dossier relatif aux recensements agricoles et forestiers. 1959-1970. 1 chemise
- 424 Dossier relatif à la délimitation des zones agricoles et forestières. 1962-1971. 1 chemise
- 88 Dossier relatif aux battues pour la destruction du sanglier. 1968-1969. 1 chemise

-
- 430** *C. ÉLEVAGE ET RECENSEMENT ORNITOLOGIQUE*
Dossier relatif à l'expertise et aux concours de taureaux réalisés en vue de l'amélioration de la race bovine. 1953-1961.
1 chemise
- 431** 431 - 435 DOSSIERS RELATIFS À LA LUTTE CONTRE LES MALADIES DU BÉTAIL. 1956-1970.
Fièvre aphteuse. 1956-1965.
1 chemise
- 432** Gale des solipèdes et bovidés. 1962-1970.
1 chemise
- 433** Peste porcine. 1963.
1 pièce
- 434** Maladies des abeilles. 1969.
2 pièces
- 435** Rage. 1969-1970.
1 chemise
- 436** Dossier relatif aux circonscriptions des inspections vétérinaires. 1971.
1 chemise
- 437** Déclarations de possession d'oiseaux vivants dressées en exécution de l'arrêté royal du 20 juillet 1972. 1972-1974.
1 chemise
- 438** *D. HÔTELLERIE*
Dossier relatif à la mise en application de la réglementation de l'utilisation du terme " hôtel ". 1936.
1 chemise

XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

A. MESURES SOCIALES

1. PENSIONS

- 444 Registre des titres de pension. 1944-1970. 1 volume
- 546 Registre des demandes de prestations des pensions sociales pour travailleurs salariés et travailleurs indépendants ainsi que du revenu garanti aux personnes âgées. 1971-1976. 1 cahier

2. CHÔMEURS

- 445 Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1955-1962. 1 liasse

3. AIDE À L'ENFANCE

- 446 Dossier relatif aux tutelles et au placement d'un enfant dans un établissement spécialisé. 1953-1954. 1 chemise

- 447 Dossier relatif à l'autorisation de recevoir des enfants en garde accordée à l'ASBL Les Petites Maisons familiales, à Wépion. 1965-1975. 1 chemise

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 448 Registre des livrets ouvriers. 1869-1883. 1 chemise
- 449 Dossier relatif au repos hebdomadaire obligatoire dans le commerce. 1961-1974. 1 chemise
- 450 Pièces relatives à l'autorisation de faire travailler l'enfant Philippe Kiniques lors de spectacles de chant. 1975. 3 pièces

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE
PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE (1796-1925)

1. PERSONNEL

451 Dossier concernant la composition du bureau. 1891-1919.
1 chemise

2. FINANCES

452 452 - 458 BUDGETS. 1839-1923.
1839.
1 pièce

453 1844-1849.
1 chemise

454 1850-1854.
1 pièce

455 1892-1899.
1 chemise

456 1900-1909.
1 chemise

457 1910-1919.
1 chemise

458 1921-1923.
2 pièces

459 459 - 463 COMPTES. 1821-1925.
1821-1828.
1 chemise

460 1890-1899.
1 chemise

461 1900-1909.
1 chemise

462 1910-1919.
1 chemise

463	1925.	1 cahier
464	464 - 471 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1892-1913. 1892.	1 chemise
465	1893.	1 chemise
466	1907.	1 pièce
467	1908.	1 pièce
468	1909.	1 pièce
469	1911.	1 chemise
470	1912.	1 chemise
471	1913.	1 chemise
472	Journal des recettes en argent. 1913-1943.	1 volume
 <i>B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE (1925-1976)</i>		
1. GÉNÉRALITÉS		
473	Registre aux délibérations. 16 décembre 1957 - 13 décembre 1976.	1 volume
2. PERSONNEL		
474	Dossier relatif à la composition. 1947-1968.	1 chemise
475	Dossier individuel de Jean Pierard, secrétaire-receveur. 1954-1958.	1 chemise

476	Dossier relatif au statut et à la fixation des traitements des employés. 1956-1969.	1 liasse
477	Statut pécuniaire complémentaire applicable aux secrétaires et receveurs. 1970.	1 chemise
478	Dossier relatif au renouvellement des membres. 1971-1974.	1 chemise
3. FINANCES		
<i>479 - 482 BUDGETS. 1940-1977.</i>		
479	1940-1949.	1 liasse
480	1950-1959.	1 liasse
481	1960-1969.	1 chemise
482	1970-1977.	1 liasse
<i>483 - 487 COMPTES. 1935-1976.</i>		
483	1935-1938.	1 chemise
484	1940-1949.	1 chemise
485	1950-1959.	1 liasse
486	1960-1969.	1 liasse
487	1970-1976.	1 chemise
<i>488 - 500 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1956-1975.</i>		
488	1956.	1 chemise

489	1962.	1 chemise
490	1965.	1 chemise
491	1966.	1 chemise
492	1967.	1 chemise
493	1968.	1 chemise
494	1969.	1 chemise
495	1970.	1 chemise
496	1971.	1 chemise
497	1972.	1 chemise
498	1973.	1 chemise
499	1974.	1 chemise
500	1975.	1 chemise
	<i>501 - 506 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1955-1977.</i>	
501	1955-1958.	1 chemise
502	1959-1963.	1 chemise
503	1969.	1 chemise

504	1970.	1 chemise
505	1976.	1 chemise
506	1977.	1 chemise
507	Journal de caisse des secours. 1953-1955.	1 cahier
508	Compte de fin de gestion rendu par Victor Colard, receveur sortant, envers son successeur, Jean Pierard. 1954-1955.	1 cahier
509	4. EXÉCUTION DES TÂCHES Dossier concernant l'intervention de la CAP dans le cadre de ses missions liées au domicile de secours. 1955-1971.	1 liasse
510	Dossiers sociaux. 1955-1971.	1 chemise
511	Dossier concernant l'intervention dans les frais d'entretien pour des personnes placées dans des établissements de soins. 1958-1962.	1 chemise
512	Dossier relatif à l'affiliation au Service social des familles interprovincial et pièces relatives à l'intervention dudit service en faveur de citoyens de la commune. 1960-1969.	1 chemise

XVII.TUTELLE COMMUNALE SUR LES FABRIQUES D'ÉGLISE

A. PAROISSE SAINT-QUENTIN DE COURRIÈRE

1. GÉNÉRALITÉS

- 513 Requête du Conseil de Fabrique tendant à obtenir une concession gratuite pour la sépulture d'une bienfaitrice de la Fabrique. 1889.
1 pièce

2. PERSONNEL

- 514 Dossier relatif à la composition du Conseil de Fabrique. 1882-1968.
1 chemise

- 515 Procès-verbaux, état nominatif des membres amovibles, composition du Bureau des marguilliers et liste des dignitaires dressés dans le cadre du renouvellement de la grande moitié des membres du Conseil de Fabrique. 1957.
1 pièce

3. PATRIMOINE

- 516 Correspondance échangée avec la Fabrique d'église ou les autorités supérieures au sujet de travaux à réaliser aux églises et au sujet de la disparition d'objets mobiliers. 1965-1976.
1 chemise

- 517 Acte de location d'une parcelle de terrain sise au chemin de Corioule. 1968.
1 chemise

- 518 Extrait du registre aux délibérations du Bureau des marguilliers relatif à la réparation de la nef et du jubé. 1974.
2 pièces

4. FINANCES

- 519 519 - 528 COMPTES. 1811-1974.
1811-1819.
2 cahiers

- 520 1820-1823.
1 chemise

- 521 1884.
1 cahier

522	1915-1919.	1 chemise
523	1920-1929.	1 chemise
524	1930-1939.	1 chemise
525	1940-1949.	1 chemise
526	1950-1959.	1 chemise
527	1960-1969.	1 chemise
528	1970-1974.	1 chemise
529	Lettre du Gouvernement provincial de Namur relative à la non-présentation des budgets de la Fabrique. 1966.	1 pièce

B. PAROISSE DU SACRÉ-CŒUR DE TRIEU-COURRIÈRE

530	1. GÉNÉRALITÉS Copie conforme d'un arrêté royal portant érection en succursale de l'église du Trieu-d'Avillon-Fays. 8 mai 1895.	1 pièce
	2. PERSONNEL	
531	531 - 532 PROCÈS-VERBAUX D'ÉLECTION DU CONSEIL DE FABRIQUE. 1921 ET 1969. 1921.	1 pièce
532	1969.	1 chemise
533	Dossier relatif au personnel d'église. 1965.	1 chemise

3. PATRIMOINE

- 534** Lettre du Gouvernement provincial de Namur relative à l'acceptation du legs Lambert. 1965.
1 pièce
- 535** Extrait du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique chargeant MM. Alsteen et Probst du projet de réfection des vitraux, des peintures et de la quincaillerie. 1965.
3 pièces
- 536** Dossier relatif au remplacement des orgues. 1965-1967.
1 chemise
- 537** Dossier relatif à la location de biens de la Fabrique. 1965-1968.
1 chemise
- 538** Lettre et plan du géomètre-expert Maurice Dehez relatifs à la propriété de l'église du Trieu. 1966.
2 pièces

4. FINANCES

- 539** *539 - 545 COMPTES. 1917-1974.*
1917-1918.
2 cahiers
- 540** 1920-1929.
1 chemise
- 541** 1930-1939.
1 chemise
- 542** 1940-1949.
1 chemise
- 543** 1950-1958.
1 chemise
- 544** 1960-1969.
1 chemise
- 545** 1970-1974.
1 chemise